

Agriculture & agroalimentaire Europe centrale & balte

(Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie)

Une publication du SER de Varsovie
N° 3 – Novembre 2025

Sommaire :

A. ACTUALITES AGRICOLES :

Estonie :

- La Semaine de l'industrie alimentaire se concentre sur la production innovante et durable
- Soutien à l'accord UE-Mercosur
- Simplification des aides à l'investissement pour dynamiser les zones rurales
- Une agriculture compétitive qui garantit la sécurité alimentaire
- Les ONG alertent sur la menace pesant sur les poissons de la mer Baltique
- La stabilisation des prix attendue pour la nouvelle année menace-t-elle l'autosuffisance ?

Lettonie :

- La suppression du budget indépendant de la PAC et la réduction des soutiens constituent la menace la plus directe pour la sécurité alimentaire
- Le transit des céréales russes à travers la Lettonie a été divisé par 4,3 en neuf mois
- Difficile bilan agricole pour 2025

Lituanie :

- La proposition de la Commission sur la PAC n'est pas adaptée aux enjeux actuels
- Le ministre de l'agriculture soutient la modification de l'ALECA UE-Ukraine et son intégration dans le marché unique
- Soutien à l'accord UE-Mercosur
- Plan stratégique national (PSN) de la PAC : davantage de fonds pour les mesures de biosécurité et pour les investissements productifs
- 53 M€ pour moderniser les exploitations agricoles
- Poursuite du soutien au développement et à l'intégration de l'industrie agricole et alimentaire ukrainienne dans l'UE

Pologne :

- Le gouvernement favorable à l'envoi du projet d'accord EU- Mercosur à la CJUE
- Les experts tirent la sonnette d'alarme : 4 menaces touchent la sécurité alimentaire du pays en même temps
- 4 Grands débats sur l'avenir de l'agriculture
- Exportations agroalimentaires en plein essor malgré une crise céréalière persistante
- Les agriculteurs lancent un mois de protestation
- La Chambre nationale agricole soulève des réserves sur l'accord UE-Ukraine, le ministère clarifie les détails
- Pesticides : quantités utilisées en baisse, mais importations en hausse
- Scandale foncier - 160 ha récupérés : l'État reprend le contrôle d'une parcelle stratégique

République tchèque :

- Principales priorités du nouveau gouvernement pour l'agriculture
- Subventions nationales pour l'agriculture pour 2026
- Soutien aux manifestations prévues à Bruxelles
- Régulation des marges commerciale et crise dans la filière de sucre
- Production de viande en hausse au T3
- Baisse d'utilisation des antibiotiques vétérinaires

Slovaquie :

- Le Ministre souhaite une PAC forte et équitable
- Contestation du plafonnement de la PAC et réclamation d'un soutien accru

B. ACTUALITES SANITAIRES :

Lettonie :

- Newcastle : un premier cas détecté.

République Tchèque :

- Grippe aviaire (IAHP) : 9 foyers détectés dans de grandes fermes commerciales
- Brucellose : 1er cas détecté

Pologne :

- Grippe aviaire (IAHP) : un nouvel épisode de la maladie – 24 foyers détectés
- Newcastle : 67 foyers dans les élevages de volaille en 2025
- Peste porcine africaine (PPA) : 18 foyers confirmés en élevage
- Fièvre catarrhale ovine : 26 foyers depuis le début de l'année
- Rage : 18 cas recensés depuis le début de 2025

Actualités Agricoles

Estonie :

➤ La Semaine de l'industrie alimentaire se concentre sur la production innovante et durable

La Semaine de l'industrie alimentaire, qui s'est déroulée du 17 au 23 novembre, s'est concentrée sur les producteurs alimentaires estoniens, qui ont présenté au public leurs activités de développement pour une production plus durable et de qualité encore supérieure.

« En sensibilisant les gens à la préparation des aliments domestiques, nous les encourageons à en acheter et à consommer. Les aliments locaux sont produits de manière respectueuse de l'environnement, avec une chaîne d'approvisionnement courte, et renforcent l'économie estonienne ainsi que la sécurité alimentaire. La diversité de la production alimentaire garantit notre capacité à faire face même en période plus difficile », a déclaré le responsable de la bioéconomie au ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture.

« En plus de rendre la production plus durable, les producteurs travaillent à rendre la composition alimentaire plus saine en réduisant la proportion de sel, de sucres ajoutés et d'acides gras saturés dans la production, ce qui contribue à maintenir la santé des consommateurs », a déclaré le président de l'Association de l'industrie alimentaire estonienne.

➤ Soutien à l'accord UE-Mercosur

Le 13 novembre, le Gouvernement a décidé de soutenir la décision du Conseil de l'UE approuvant la signature d'un accord de partenariat ainsi qu'un accord commercial intérimaire entre l'Union européenne et le Mercosur.

Selon le Gouvernement, l'accord constitue une étape historique qui renforcera la sécurité économique du pays et offrira à ses entreprises la possibilité d'entrer sur le marché latino-américain dans des conditions beaucoup plus favorables qu'auparavant.

La réduction, voire l'élimination, des droits de douane sur les produits industriels améliorera la compétitivité des entreprises européennes et leur permettra d'économiser plus de 4 Mds € par an. L'accord est considéré comme un avantage direct pour le pays : « *Notre croissance des exportations vers les pays du Mercosur pourrait atteindre 7 à 8 %, mais plus encore, l'ensemble de l'économie européenne recevra un nouvel élan. Lorsque nos partenaires commerciaux en Europe se portent bien, l'Estonie en profite également* » a indiqué le ministre des affaires étrangères.

L'accord signifie pour l'Estonie une croissance attendue des exportations dans des secteurs tels que les machines et équipements électroniques, les produits minéraux, ainsi que le matériel médical et de mesure, qui étaient jusqu'ici soumis à des droits de douane pouvant atteindre 20 % dans les pays du Mercosur. L'accord libéralisera également le marché des services : les entreprises européennes pourront offrir leurs services directement sans avoir à établir une filiale dans un pays du Mercosur. En 2024, les exportations de services de l'Estonie vers les pays du Mercosur s'élevaient à environ 58,5 M€, principalement dans les télécommunications, le transport et le tourisme.

Pour la première fois, les entreprises estoniennes pourront aussi concourir sur les marchés publics latino-américains, jusqu'alors totalement fermés. L'accord améliorera également l'accès aux ressources minérales critiques, essentielles à la production de biens technologiques avancés.

Il permettra aussi aux produits agricoles estoniens d'atteindre de nouveaux marchés grâce à la réduction des droits actuels (27 à 55 %), qui fermaient quasiment l'accès du marché du Mercosur aux produits européens. Selon le Gouvernement certains produits bénéficieront même de l'absence de droits de douane. Il prévoit l'augmentation des exportations des produits issus de l'agriculture biologique et de niches innovantes, domaines d'excellence des agriculteurs estoniens. En outre, l'accord prévoit des mécanismes bilatéraux de sauvegarde pour les produits agricoles.

➤ **Simplification des aides à l'investissement pour dynamiser les zones rurales**

Le ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture simplifiera l'accès aux aides à l'investissement pour les entrepreneurs ruraux à partir du 1er février. Le taux de soutien augmentera de 40 % à 65 %, et les critères d'éligibilité seront élargis : toutes les entreprises ou fondations ayant au moins 40 000 € de chiffre d'affaires annuel pourront postuler, à condition de créer au moins un nouvel emploi bien rémunéré.

Le dispositif vise à renforcer l'économie rurale, à soutenir l'adoption de nouvelles technologies, la numérisation et les solutions d'efficacité énergétique. Le budget total est de 29 M€, dont 5,4 M€ déjà attribués à 47 projets. Les fonds peuvent servir à financer des équipements ou des constructions en zone rurale.

➤ **Une agriculture compétitive qui garantit la sécurité alimentaire**

Lors de la conférence « Agriculteur de l'année » organisée le 12 novembre, le Président de la République, Alar Karis, a souligné que la sécurité alimentaire ne reposait pas sur des solutions simples, mais sur une agriculture compétitive, innovante et fondée sur la connaissance. Face aux crises, aux maladies et aux barrières commerciales qui bouleversent le commerce mondial, l'Estonie doit renforcer sa capacité à produire une nourriture locale diversifiée et compétitive face aux importations bon marché.

M. Karis a rappelé que l'agriculture joue un rôle stratégique dépassant les simples indicateurs économiques. Pour rester performante, le pays doit investir dans la recherche, la production avancée et la formation des jeunes, y compris en économie et gestion. Il met en garde contre les réponses trop simplistes et insiste sur la nécessité d'anticiper les changements du marché.

Enfin, il a appelé à soutenir le développement économique des zones rurales afin de maintenir une agriculture forte et une offre alimentaire locale disponible.

➤ **Les ONG alertent sur la menace pesant sur les poissons de la mer Baltique**

Des organisations environnementales européennes, dont l'ONG estonienne ELF (Eestimaa Looduse Fond), dénoncent la décision du Conseil AGRIFISH sur les quotas de pêche 2026 en mer Baltique. Elles estiment que ces quotas ne respectent pas le principe de précaution de l'UE et mettent en danger les stocks de hareng et de sprat, essentiels à l'écosystème marin.

Selon l'ONG, l'augmentation des quotas, malgré des stocks fragiles, risque d'empêcher la reconstitution de la mer Baltique et de compromettre durablement la pêche et la biodiversité.

➤ **La stabilisation des prix attendue pour la nouvelle année menace-t-elle l'autosuffisance ?**

Les principaux producteurs alimentaires des secteurs de la viande, du lait, de la boulangerie et des boissons (Maag Food, Valio Eesti, Eesti Pagar, Saku Brewery) estiment que les fortes hausses de prix sont derrière eux et qu'une stabilisation est attendue en 2026, à condition qu'aucune nouvelle crise énergétique ou des matières premières n'éclate. Toutefois, ils soulignent que les aliments resteront chers en Estonie, en raison de coûts élevés de main-d'œuvre, d'énergie et de taxation.

Ils s'alarment surtout d'une baisse inquiétante de l'autosuffisance alimentaire qui fragilise la sécurité alimentaire : 71 % pour la viande bovine, 55 % pour la volaille et 72 % pour le porc — des chiffres qui poseraient problème en cas de fermeture des frontières puisque les producteurs n'arriveraient pas à compenser l'arrêt des importations.

Plusieurs dirigeants d'entreprises pointent aussi le manque de soutien public, la progression des maladies animales, la faible capacité à produire des matières premières locales et la domination croissante des promotions (jusqu'à 55 % des ventes).

Si les prix du lait, du beurre et du fromage commencent à reculer, la plupart des produits devraient rester au même niveau en 2026. Les secteurs du pain et des boissons anticipent également une stagnation de la consommation et une pression fiscale accrue, notamment avec la hausse des taxes sur l'alcool.

En résumé, la stabilisation des prix ne compense pas les risques croissants que fait peser la dépendance accrue aux importations sur la sécurité alimentaire estonienne.

Lettonie :

➤ La suppression du budget indépendant de la PAC et la réduction des soutiens constituent la menace la plus directe pour la sécurité alimentaire

Le secrétaire d'État du ministère de l'Agriculture, Ģirts Krūmiņš, s'est prononcé contre la réduction du financement de la PAC : « Le budget de l'UE doit réserver tout le financement de la politique agricole à un plan distinct pour sa mise en œuvre. La capacité à renforcer la sécurité alimentaire dépend principalement du soutien aux agriculteurs. Il est donc nécessaire de trouver une solution pour égaliser le soutien au revenu dans la prochaine période, ainsi qu'un soutien supplémentaire pour les zones rurales à la frontière orientale. La PAC doit être maintenue comme une politique de soutien distincte, autonome et ciblée, et son financement doit être maintenu au moins au niveau de la période actuelle. »

L'accès à la nourriture est un défi stratégique, mais la sécurité alimentaire comporte divers risques, tels que des perturbations de l'approvisionnement, l'instabilité climatique et géopolitique, ainsi que les maladies des plantes et des animaux. La Lettonie considère que la création de stocks agricoles peut atténuer ces risques, mais que les mécanismes doivent être flexibles, tout en maintenant leur orientation « marché de la PAC ». Cependant, la création et le maintien de réserves alimentaires et d'autres produits agricoles nécessitent des ressources financières conséquentes, et il est important de comprendre quelles sont les sources de financement possibles afin de ne pas imposer un fardeau supplémentaire au budget national. Parallèlement, dans le contexte de la sécurité alimentaire, il est nécessaire qu'en plus du soutien régional, un soutien aux investissements de la PAC soit fourni à tous, y compris la transformation alimentaire, qui fait partie de la chaîne de l'approvisionnement alimentaire.

➤ Le transit des céréales russes à travers la Lettonie a été divisé par 4,3 en neuf mois

Au cours des neuf premiers mois de 2025, 323 103 t de céréales russes ont transité par la Lettonie, essentiellement du blé (318 000 t), contre 1,4 Mt en 2024, soit 4,3 fois moins. Sur la totalité de l'année, le transit de céréales russes s'est élevé à 2,2 Mt en 2023 et 1,9 Mt (dont 1,4 Mt de blé) en 2024.

Après 423 730 t en 2023, et 214 800 t en 2024, seules 15 212 t étaient à destination finale en Lettonie sur les 9 premiers mois de 2025.

➤ Difficile bilan agricole pour 2025

L'année 2025 s'impose comme l'une des pires pour l'agriculture lettone depuis de nombreuses années. Les conditions météorologiques défavorables — gelées printanières, précipitations prolongées, inondations — ont causé des dégâts massifs aux cultures à travers tout le pays, au point de menacer la viabilité d'un grand nombre d'exploitations.

Au total, les agriculteurs ont déclaré **95 000 ha** de surfaces touchées, ainsi que **2 320 ha** détruits par les gelées printanières. Les pertes représentent **111 M€**, dont plus de **88 M€** liés exclusivement aux dégâts causés par les pluies.

Les secteurs les plus affectés sont les blés d'hiver, l'avoine, les pois, ainsi que les fruits et arbustes à baies et les prairies permanentes. Pour plusieurs espèces, une chute drastique des rendements est prévue :

- **-51 %** pour le sarrasin
- **-43 %** pour l'orge de printemps
- **-28 %** pour le maïs
- **-23 %** pour le blé de printemps
- **-12 %** pour l'orge d'hiver

L'impact sur la **qualité** des récoltes est également majeur. Alors que les céréales de qualité alimentaire représentaient auparavant environ **77 %** de la production de blé, ils n'en constituent plus que **40 %** en 2025. La proportion de céréales fourragères atteint désormais **60 %**, entraînant une baisse des prix de vente et amplifiant la pression financière sur les exploitants.

Face à cette situation exceptionnelle, le Gouvernement a déclaré l'état d'urgence agricole jusqu'au 4 novembre 2025 et a sollicité l'aide européenne. La Commission européenne a répondu favorablement, accordant **4,2 M€** d'aide d'urgence à verser d'ici avril 2026. Parallèlement, des dérogations aux règles des paiements directs et d'autres soutiens ont été instaurées.

Le ministère de l'Agriculture encourage également le recours à l'assurance récolte, dont la moitié de la prime est subventionnée par l'État, tout en travaillant au développement d'un système plus complet de gestion des risques. Les agriculteurs en difficulté peuvent également bénéficier d'un accompagnement juridique, économique et administratif.

En somme, 2025 restera une année charnière, révélant la fragilité croissante de l'agriculture lettone face au changement climatique et la nécessité d'un soutien renforcé pour assurer la survie du secteur.

Lituanie :

➤ La proposition de la Commission sur la PAC n'est pas adaptée aux enjeux actuels

Le 10 novembre, lors d'une réunion en Lituanie avec la DG agri de la Commission européenne, le ministre de l'agriculture a estimé que la baisse de plus de 20% des aides PAC ne laissait aucune place au développement rural, contrairement aux objectifs ambitieux de la Stratégie pour le renouvellement des générations. Il estime également que l'idée de fusionner la PAC 2028-2034 en un plan et un fonds unique n'était pas adaptée aux besoins des États membres. Cela représente un risque réel de nationalisation de la PAC, et affaiblit le principe de solidarité et d'équité de l'UE.

De plus, l'objectif de simplification proposé sera maladroit et rigide, et l'agriculture, très sensible aux facteurs externes, ne pourra pas réagir à temps aux changements.

Les objectifs de la Lituanie pour la PAC sont les suivants :

- ✓ Le financement doit être autonome et adéquat, fondé sur deux piliers complémentaires (paiements directs et développement rural).
- ✓ La convergence externe des paiements directs entre les États membres est un enjeu clé.
- ✓ Le financement des actions agro-environnementales-climatiques avec une contribution obligatoire de fonds nationaux d'au moins 30 % est préoccupant.
- ✓ La contribution des Plans nationaux de développement régional (PNDR) aux objectifs climatiques et environnementaux de l'UE, avec un objectif de 43 %, est excessivement ambitieuse.
- ✓ La stabilité et la prévisibilité sont nécessaires, et il sera particulièrement difficile de s'adapter aux réformes pour les petites exploitations.
- ✓ L'utilisation de la réserve agricole ne doit pas se limiter aux perturbations de marché, mais doit être utilisable contre les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques dangereux.
- ✓ Les régions frontalières de l'UE doivent recevoir une attention particulière par des financements supplémentaires.
- ✓ Le budget du plan du PNR (en plus du montant protégé pour les aides aux revenus) doit clairement réserver un montant spécifique complémentaire permettant d'atteindre tous les objectifs de la PAC (notamment ceux relatifs au développement rural avec les aides à l'investissement).

➤ **Le ministre de l'agriculture soutient la modification de l'ALECA UE-Ukraine et son intégration dans le marché unique**

Le ministre a souligné que l'exportation de produits agricoles vers l'UE constitue la principale source de revenu national de l'Ukraine et l'une des formes de soutien les plus efficaces de l'UE dans la lutte contre l'agression russe. Cela renforce la résilience stratégique des pays de l'UE et réduit la dépendance vis-à-vis de l'agresseur. La Lituanie continue de soutenir fermement la libéralisation commerciale et l'ouverture transparente des marchés pour l'Ukraine. L'UE doit aider l'Ukraine à déployer des méthodes agricoles durables, des systèmes d'innovation et de traçabilité, et les investissements dans les infrastructures frontalières et la logistique sont essentiels pour un commerce plus efficace.

La Lituanie soutient constamment un commerce international ouvert et fondé sur des règles. Les produits agricoles et alimentaires importés dans l'UE doivent répondre aux mêmes exigences en matière de qualité, de sécurité alimentaire, de bien-être animal et d'environnement que les producteurs européens, afin d'assurer une concurrence loyale et d'éviter les distorsions du marché entre les producteurs de l'UE et les fournisseurs des pays tiers. Il s'est également prononcé en faveur de l'augmentation des droits de douane sur les importations en provenance de Russie et de Biélorussie.

➤ **Soutien à l'accord UE-Mercosur**

Le ministère de l'Agriculture soutient en principe l'accord UE-MERCOSUR, jugé bénéfique pour plusieurs secteurs industriels européens. Toutefois, il en reconnaît les risques pour l'agriculture, en particulier pour le secteur avicole, en raison de l'augmentation prévue des importations de viande de volaille (environ 180 000 t).

Bien que l'accord prévoie des mécanismes de protection et un fonds de compensation de 6,3 Mds €, la Lituanie juge ces dispositions insuffisamment claires, notamment pour la période après 2028–2034.

➤ **Plan stratégique national (PSN) de la PAC: davantage de fonds pour les mesures de biosécurité et pour les investissements productifs**

Lors de la réunion du Comité de surveillance pour la mise en œuvre du PSN pour 2023-2027, des modifications ont été adoptées.

Il a été décidé d'allouer 1,5 M€ supplémentaires pour la mise en œuvre de mesures de biosécurité pour la priorité « Investissements dans des activités préventives visant à réduire les effets de catastrophes naturelles, d'événements climatiques défavorables et d'événements catastrophiques » déjà pourvue de 5 M€.

Le besoin de mesures de biosécurité a considérablement augmenté en raison du risque accru de maladies animales.

19,9 M€ supplémentaires ont été également affectés à la mesure « Investissements dans les exploitations agricoles »

En application du nouveau règlement de simplification de la PAC, des changements sont prévus notamment pour le seuil de déclenchement de la compensation pour les prairies permanentes qui est relevé de 5 à 10% ou l'exemption aux exploitations certifiées en agriculture biologique des normes GAEC 1, 3, 4, 5, 6, 7.

La réunion a également présenté l'objectif de promouvoir davantage et de rendre plus efficace la mise en œuvre de la mesure d'intervention « Chaînes d'approvisionnement en cycle court ».

Les décisions prises lors de la réunion du Comité de Suivi du PSN devront encore être approuvées par la Commission européenne.

➤ 53 M€ pour moderniser les exploitations agricoles

À partir du 24 novembre jusqu'au 19 décembre, les agriculteurs souhaitant moderniser leurs exploitations sont invités à soumettre des demandes dans le cadre de la mesure d'intervention « Investissements dans les exploitations agricoles » du PSN PAC 2023-2027.

Les secteurs concernés sont les suivants :

- élevage laitier : 30 M€,
- bovins viande : 5 M€
- secteurs porcin et avicole : 8 M€
- horticulture, culture de baies, floriculture et herboristerie : 10,1 M€

Les activités soutenues par l'intervention sont la production agricole, la transformation et la mise sur le marché des produits agricoles produits sur une exploitation agricole.

➤ Poursuite du soutien au développement et à l'intégration de l'industrie agricole et alimentaire ukrainienne dans l'UE

Le ministre de l'Agriculture Andrius Palionis a effectué une visite de travail à Kyiv, où il a participé au Forum international sur la sécurité alimentaire, rencontré le ministre ukrainien de l'Agriculture Oleksii Sobolev et le président de la Commission agricole du Parlement ukrainien Okeksandr Haid.

Le ministre A. Palionis a souligné l'importance de l'intégration de l'Ukraine dans l'UE et rappelé le soutien de la Lituanie dans ce processus et des actions concrètes visant à restreindre l'accès du pays agresseur et de ses alliés au marché européen.

« Assurer la sécurité alimentaire est une responsabilité mondiale qui exige solidarité, coopération et résilience. Nous comprenons l'importance de construire des systèmes alimentaires durables et d'aligner nos actions sur les efforts internationaux plus larges. Par conséquent, la Lituanie soutient fermement et continuera de soutenir les efforts de l'Ukraine pour maintenir le fonctionnement du corridor de la mer Noire malgré les menaces militaires constantes, et en tant que coprésident de la Coalition de déminage, elle apporte une aide significative à l'Ukraine pour le déminage des champs agricoles occupés par la Russie. Nous continuerons à partager notre expérience de l'intégration européenne et à soutenir l'Ukraine pour qu'elle devienne un partenaire commercial important non seulement pour l'UE, mais aussi pour garantir des chaînes d'approvisionnement alimentaires fiables à l'échelle mondiale ».

Lors de la réunion bilatérale avec le ministre ukrainien de l'Économie, de l'Environnement et de l'Agriculture, la question de l'intégration de l'Ukraine à l'UE en matière agricole a été abordée, visant à assurer une ouverture fluide du marché européen aux produits agricoles et alimentaires ukrainiens, tout en garantissant la mise en œuvre de normes élevées de l'UE.

Le ministre ukrainien a salué le développement et la mise en œuvre réussis du système d'inspection de la qualité des céréales, a exprimé son désir de développer de tels systèmes avec d'autres pays de l'UE, considérant le cas de la Lituanie comme une réussite.

Le ministre A. Palionis a rappelé les efforts de la Lituanie pour restreindre l'importation de produits agricoles et alimentaires russes et biélorusses sur le marché européen, ainsi que de la nécessité d'étendre davantage ces mesures restrictives.

Pologne :

➤ Le Ministre de l'agriculture favorable à l'envoi du projet d'accord EU- Mercosur à la CJUE

Selon le ministre de l'Agriculture, soumettre l'accord EU-Mercosur à la CJUE donnera plus de temps pour les négociations.

A l'initiative du député européen Krzysztof Hetman du Parti populaire polonais (PSL), près de 150 députés européens ont déposé un projet de saisine de l'accord à la CJUE pour qu'elle examine sa compatibilité avec les traités de l'UE.

La Pologne souligne que la décision doit revenir au Parlement européen.

Le ministre Stefan Krajewski a rappelé que le Gouvernement polonais, la Diète et le président Karol Nawrocki se sont déjà opposés à l'accord sous sa forme actuelle.

Soumettre l'affaire à la CJUE pourrait accorder aux États membres un délai supplémentaire pour négocier des clauses de protection pour les agriculteurs.

Cela permettrait de négocier des dispositions concernant l'impact de cet accord pour les filières sensibles d'un seul pays, en cas d'augmentation importantes des importantes de produits alimentaires en provenance des pays du Mercosur, notamment la viande de bœuf, la viande de volaille et le sucre.

➤ **Les experts tirent la sonnette d'alarme : 4 menaces touchent la sécurité alimentaire du pays en même temps**

Le sujet de la sécurité alimentaire a été abordée lors de la 17^{ème} édition de la conférence sur le commerce et les marchés alimentaires 2025, organisée par Crédit Agricole à Varsovie les 17 et 18 novembre.

Quatre facteurs clés ont été identifiés qui affectent directement la sécurité alimentaire en Pologne : la hausse des prix de l'énergie, le changement climatique, les tensions géopolitiques et la réglementation de plus en plus dense.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire ne concerne pas seulement la disponibilité des produits, mais aussi la continuité de la production, la stabilité de l'approvisionnement, ainsi que la qualité et le prix acceptables pour les consommateurs.

Renforcer la résilience du secteur nécessite de raccourcir les chaînes d'approvisionnement, de diversifier les marchés, d'investir dans l'énergie et l'automatisation, et de s'associer sur toute la chaîne de valeur depuis la production jusqu'au commerce, en passant par la transformation.

➤ **4 Grands débats sur l'avenir de l'agriculture**

Le mois de novembre 2025 s'est révélé particulièrement actif pour le débat sur l'agroalimentaire en Pologne. Quatre événements majeurs ont eu lieu, abordant des thématiques essentielles : **sécurité alimentaire, innovations technologiques, politiques commerciales internationales et transition énergétique dans les exploitations agricoles**. Ils ont mis en lumière les défis auxquels l'agriculture polonaise devra faire face dans les prochaines années.

- **XVII^{ème} Forum du marché agroalimentaire et du Commerce (17 -18 novembre 2025, Varsovie)**

Le Forum constitue l'un des rendez-vous les plus importants du secteur de la vente alimentaire au détail (food & retail) en Europe centrale. L'édition 2025 a proposé une approche globale de la chaîne alimentaire, depuis la production agricole, en passant par la transformation, jusqu'au commerce de détail.

Les principaux thèmes abordés :

- la sécurité alimentaire fondée sur une agriculture et une transformation fortes,
- le rôle croissant de l'automatisation et de la robotisation dans l'industrie alimentaire,
- les technologies numériques appliquées aux usines et à la distribution,
- les stratégies alimentaires durables et l'évolution des attentes des consommateurs,
- les orientations d'investissement pour les prochaines années.

Les discussions ont insisté sur la nécessité d'intégrer les efforts de l'ensemble de la chaîne de valeur et de promouvoir l'innovation, tout en préservant la stabilité de l'approvisionnement alimentaire.

- **Conférence « Les Défis Nationaux en Agriculture 2025 »**

L'événement a réuni des agriculteurs, des scientifiques et des décideurs politiques. Il portait sur les défis majeurs liés au climat, à l'économie et au cadre réglementaire.

Au programme figuraient notamment :

- une approche intégrée de la culture des plantes — combinant sélection variétale moderne et protection des cultures,
- les nouvelles technologies permettant d'optimiser le semis et la fertilisation,
- un panel consacré au rôle croissant des femmes dans le développement des zones rurales,
- des présentations sur les investissements dans les énergies renouvelables : agrivoltaïsme, biogaz et installations photovoltaïques.

Les débats ont également souligné l'importance de la transition énergétique pour améliorer la rentabilité des exploitations et accroître leur autonomie.

- Conférence sur l'évaluation des effets potentiels de la création d'une zone de libre-échange UE-MERCOSUR pour le secteur agroalimentaire européen

L'évènement a été consacré aux conséquences possibles sur le secteur agroalimentaire polonais. Les experts ont analysé les impacts potentiels sur plusieurs marchés stratégiques tels que : la viande bovine, le sucre, la volaille, et le soja.

Les débats ont mis en évidence :

- la concurrence accrue résultant des importations d'Amérique du Sud,
- les écarts importants en matière de normes sanitaires, environnementales et sociales entre l'UE et les pays du Mercosur,
- les risques pour la compétitivité et la stabilité des filières agricoles européennes.

Les experts ont souligné que l'accord pourrait menacer la sécurité alimentaire, créer des conditions de concurrence inégales, affaiblir la position des producteurs européens soumis à des exigences plus strictes que celles imposées aux producteurs sud-américains.

- Le Xe Forum des Agriculteurs et de l'Agrobusiness à Poznań

Le Xe Forum des Agriculteurs et de l'Agrobusiness à Poznań a montré que l'agriculture polonaise se trouve aujourd'hui à un tournant : croissance rapide des exportations d'un côté, mais de l'autre des menaces liées aux accords commerciaux avec les pays tiers, à la hausse des coûts de production et aux doutes concernant l'équité des règles sur le marché européen. On y a discuté de l'avenir de la PAC, de sa stabilité et des réformes nécessaires, mais aussi de la nécessité de la réforme du système d'assurances agricoles, du soutien aux investissements énergétiques ruraux, du développement de la vente directe et de l'ouverture de nouveaux marchés à l'export.

Les conclusions des récents débats montrent que l'agriculture polonaise se trouve à un moment décisif. La numérisation et l'automatisation deviennent indispensables, car l'industrie agroalimentaire évolue rapidement et la compétitivité dépend désormais de la capacité à investir dans la robotisation, les outils numériques et l'exploitation des données. Parallèlement, la transition énergétique s'impose comme un pilier de la rentabilité agricole : les énergies renouvelables, telles que l'agri-voltaïsme, le biogaz ou le photovoltaïque, représentent une réponse concrète à la hausse des coûts de l'énergie et aux exigences climatiques, tout en renforçant la résilience des exploitations.

La coopération au sein de l'ensemble de la chaîne alimentaire apparaît également essentielle. Le développement de liens plus étroits entre agriculture, transformation et distribution est déterminant pour garantir la stabilité du marché et la sécurité alimentaire. Enfin, les accords commerciaux internationaux peuvent profondément transformer le secteur.

Le débat autour de l'accord UE-MERCOSUR montre que les décisions géopolitiques influencent directement les producteurs, ce qui rend prioritaire la défense des normes européennes et l'assurance de conditions de concurrence équitables.

➤ Exportations agroalimentaires en plein essor malgré une crise céréalière persistante

Selon le dernier rapport du KOWR (Office national de soutien à l'agriculture), les exportations agroalimentaires ont atteint un niveau record de **43,1 Mds € entre janvier et septembre 2025** (une hausse de 8,4 % sur un an). Cette dynamique est portée par **le secteur de la viande**, en

particulier la volaille (+27,5 %) ainsi que le bœuf et le veau (+45 %), mais aussi par l'industrie **laitière**, dont les ventes à l'étranger ont progressé de 14 % grâce à une productivité accrue. L'Union européenne reste le principal débouché, représentant **75 % des exportations**, avec comme partenaires majeurs l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Les ventes vers l'Ukraine enregistrent également une nette progression (+31 %).

Cependant, ces bons résultats masquent une situation difficile dans le secteur **céréaliier**. Malgré une valeur d'exportation de 4 Mds €, les volumes ont chuté de **36 %**, pour atteindre seulement 3,7 Mt. Cette baisse s'explique par les coûts élevés du transport, la capacité limitée des ports, l'incertitude réglementaire et un zloty fort qui réduit la rentabilité des exportations. En conséquence, la Pologne n'occupe plus que la sixième place parmi les exportateurs de céréales de l'UE, avec une part de marché de 4 %.

➤ Les agriculteurs lancent un mois de protestation

Le 14 novembre, les agriculteurs de la région de Poméranie occidentale ont annoncé la volonté de manifester pendant un mois. Sur les routes, des tracteurs décorés de drapeaux circuleront pour ralentir symboliquement le trafic et attirer l'attention sur la crise agricole : **la chute des prix des produits agricoles, l'augmentation des coûts de production et l'arrivée de produits alimentaires bon marché en provenance d'Ukraine et des pays du Mercosur**. Une nouvelle vague de protestations est prévue pour les 27 et 28 novembre 2025 dans la région de Grande Pologne et en Poméranie occidentale sous forme des blocages routiers, des rassemblements devant les administrations et des dépôts de pétitions.

Les organisateurs soulignent le caractère non partisan des protestations et avertissent que sans décisions rapides du Gouvernement, de nombreuses exploitations risquent de disparaître. Les agriculteurs déclarent qu'ils intensifieront leur mouvement si leurs revendications restent ignorées. Ils réclament des compensations, la protection du marché et des règles commerciales stables. Ils ne bloqueront pas la circulation, mais voient leurs actions comme un avertissement pour le Gouvernement. Mi-décembre, **une manifestation nationale est prévue à Varsovie, suivie le 18 décembre par la participation des agriculteurs polonais à une manifestation internationale à Bruxelles, liée aux négociations de l'UE sur la PAC et l'accord Mercosur**. Les agriculteurs soulignent qu'ils ne luttent pas pour des privilèges, mais pour la survie des exploitations et la souveraineté alimentaire du pays, et annoncent la possibilité de durcir leur mouvement si leurs revendications ne sont pas prises en compte.

➤ Pesticides : quantités utilisées en baisse, mais importations en hausse

Selon le dernier rapport de l'Institut de l'économie agricole IERiGZ, l'utilisation des pesticides en Pologne a diminué à 1,74 kg de substance active par hectare, après un pic de 2,35 kg en 2022. Les ventes de produits phytosanitaires ont chuté de 10,2 %. Les vergers et cultures légumières restent les plus traités, tandis que les céréales le sont le moins. La Pologne demeure l'un des principaux importateurs de pesticides de l'UE, principalement en provenance d'Allemagne et de France. Bien que les exportations aient augmenté sur dix ans, elles ont récemment baissé en valeur, surtout vers la Russie et l'Ukraine. Le retrait progressif de nombreuses substances actives limite la protection de certaines cultures, en particulier celles de petite surface. En 2024, les prix ont augmenté modérément de 3 %, après des hausses à deux chiffres les années précédentes.

➤ Scandale foncier - 160 ha récupérés : l'État reprend le contrôle d'une parcelle stratégique

La parcelle, initialement vendue dans des conditions controversées, retourne à l'État après que le propriétaire actuel a renoncé à ses revendications liées aux investissements réalisés sur le terrain. La transaction se fait au prix de vente initial de 22,76 M PLN (5,33 M€) et l'acte notarié sera signé après accomplissement des formalités nécessaires. La récupération de la parcelle ne clôt cependant pas le contrôle en cours à l'Office national du soutien à l'agriculture (KOWR), où des irrégularités dans la gestion des terres ont été révélées. Deux employés responsables du processus de vente ont été révoqués, et les résultats du contrôle en cours devraient être connus dans les deux prochaines semaines.

République tchèque :

➤ Principales priorités du nouveau gouvernement pour l'agriculture

Le nouveau gouvernement Babiš, en cours de formation, s'engage dans sa déclaration de programme à renforcer la part de la valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie alimentaire, à soutenir la souveraineté alimentaire pour les principales cultures, à promouvoir les produits alimentaires tchèques, ainsi qu'à réduire la bureaucratie avec une réduction des contrôles.

Il envisage également d'assouplir les règles pour la protection du sol contre l'érosion et de prendre une position « rationnelle » sur l'utilisation des pesticides. Il annonce vouloir réduire la dépendance à l'égard des subventions, réviser les paiements redistributifs par superficie et les réorienter vers la production agricole active.

Si l'Association agricole de la République tchèque, Zemědělský svaz ČR, soutient cette mesure, jugeant que le système actuel autorise et favorise les comportements non productifs des agriculteurs (les mises en jachère de terres destinées à favoriser l'équilibre écologique et les éléments paysagers), l'Association de l'agriculture privée (ASZ) la critique comme un retour à un modèle favorisant les grandes entreprises.

La déclaration prévoit également la création d'un poste de médiateur alimentaire pour protéger les consommateurs contre les pratiques déloyales, contrôler l'origine de toutes les catégories d'aliments et garantir des aliments abordables et sûrs, en limitant par exemple les importations des produits de mauvaise qualité.

Les chambres agricoles apprécient l'orientation forte pro-entreprises et pro-tchèque du programme mais regrettent l'absence de la politique simplifiant les conditions d'emploi des étrangers (manque de travailleurs agricoles estimé à plus de 5 000).

➤ Subventions nationales pour l'agriculture pour 2026

Le gouvernement projette de distribuer environ **130 M€** (3,2 Md CZK) en subventions nationales aux agriculteurs en 2026 (une baisse de plus de 17 % d'une année sur l'autre) :

- **98,9 M€** (2,4 Md CZK) seront destinés à la production animale ;
- 20,66 M€ (0,5 Md CZK) à la production végétale ;
- 4,13 M€ (0,1 Md CZK) à l'industrie alimentaire
- 8,26 M€ (0,2 Md CZK) à d'autres activités.

La répartition des subventions s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Elles incluent notamment : le soutien à la lutte contre les maladies pour les élevages, le maintien et l'amélioration du potentiel génétique des animaux et des plantes, le soutien à l'apiculture, des programmes à orientation agro-environnementale tels que la protection biologique des plantes ou le soutien à l'irrigation goutte-à-goutte dans les vergers et les vignobles.

➤ Soutien aux manifestations prévues à Bruxelles

Selon l'Agence de presse tchèque ČTK, entre 100 et 150 agriculteurs tchèques et slovaques pourraient se rendre à Bruxelles le 18 décembre, date du prochain Conseil européen, et participer aux manifestations prévues contre les coupes envisagées dans le budget de la PAC et l'accord Mercosur.

➤ Régulation des marges commerciales et crise de la filière sucrière

Le Gouvernement en formation prévoit de limiter les marges des grandes chaînes commerciales multinationales, jugées deux fois plus élevées qu'en Allemagne. A cette fin, il souhaite renforcer la législation contre l'abus de position dominante et accroître les pouvoirs de l'Autorité de la concurrence. Le projet s'inspire du modèle français de régulation des marges alimentaires. Les économistes avertissent des résultats décevants observés en Slovaquie et en Hongrie avec des politiques similaires.

Au cours des cinq dernières années, les prix des produits alimentaires en Tchéquie ont augmenté d'un tiers, dont environ 5 % en 2025. Le marché reste dominé par sept grandes chaînes appartenant majoritairement à des groupes étrangers : Albert, Kaufland, Lidl, Penny, Tesco, Billa et Globus.

Parallèlement, la fermeture de la sucrerie de Hrušovany nad Jevišovkou (groupe Agrana) a entraîné une chute importante de la culture de betteraves sucrières en Moravie du Sud : seulement 1 344 ha ont été ensemencés cette année contre 4 433 ha l'an passé, soit une baisse de deux tiers.

➤ Production de viande en hausse au T3

La production de viande au troisième trimestre 2025 a augmenté par rapport au T3 2024 de 5,5%. Comme pour les précédents trimestres, la production de bœuf a ralenti (15 900 t / -2 %), compensée par la production de viande de porc (+3,1 % à 53 700 t) et de volaille (48 200 t / +11,3 %). La production trimestrielle volaille a été la plus élevée depuis dix ans et représente 40 % de la production tchèque.

Les prix des bovins à l'abattage ont augmenté de 38,9 %, en glissement annuel. Si les prix des veaux et des vaches à abattre ont augmenté le plus (+58,3 % et +43,9 % respectivement), les prix des porcs et des volailles à l'abattage ont diminué de 5,4 % et de 8,3 % par rapport au troisième trimestre 2024.

➤ Baisse d'utilisation des antibiotiques vétérinaires

Selon le rapport de l'**Administration vétérinaire d'État** (SVS), l'utilisation d'antibiotiques à usage vétérinaire a diminué de 70 % depuis 2008, passant de 95,5 t à 29,66 t en 2024. Avec 50 mg/PCU, le pays se situe bien en deçà de la consommation moyenne européenne (84,4 mg/PCU) et a atteint, dès 2021, l'objectif européen pour 2030, fixé à 59,2 mg/ PCU.

Slovaquie :

➤ Le Ministre souhaite une PAC forte et équitable

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a rencontré fin octobre ses homologues de Croatie, d'Autriche, de Chypre d'Estonie, et de Lettonie pour discuter de la proposition de la Commission de nouveau cadre financier pluriannuel et de PAC post 2027, qui aura un impact majeur sur l'agriculture européenne et slovaque.

Selon lui, les propositions actuelles de la Commission entraîneront un affaiblissement significatif de la compétitivité pour la Slovaquie et la possible liquidation de nombreuses exploitations.

« Nous ne pouvons pas être d'accord avec une proposition qui mettrait en péril l'autosuffisance alimentaire de la Slovaquie et réduirait le soutien aux agriculteurs. Si l'agriculture doit atteindre ses objectifs économiques et écologiques, elle doit bénéficier d'un financement stable et équitable ».

Parallèlement, le Ministre a salué l'approche constructive des partenaires de plusieurs États membres, qui soutiennent la recherche conjointe de solutions et la création d'une coalition d'États promouvant une politique agricole réaliste et équitable.

« Notre tâche est de faire entendre la voix de la Slovaquie en Europe. L'agriculture n'est pas un problème, mais une solution – pour la sécurité alimentaire, la stabilité et le développement des régions », a conclu le ministre.

➤ Contestation du plafonnement de la PAC et demande d'un soutien accru

Le Gouvernement exprime ses inquiétudes concernant la future PAC après 2027, notamment sur le plafonnement obligatoire des paiements directs, jugé défavorable à son modèle agricole dominé par de grandes exploitations. Bratislava demande que cette mesure devienne facultative.

Elle réclame également un fonds spécial pour les pays frontaliers de l'Ukraine afin de compenser la concurrence jugée déloyale des importations ukrainiennes, produites à moindre coût.

Par ailleurs, la Slovaquie rejoint avec la Tchéquie, la Hongrie et la Croatie l'initiative qui propose que des fonds de la PCP soient réorientés vers l'aquaculture en eau douce, un secteur important pour ce pays sans accès à la mer.

Actualités sanitaires

Lettonie :

- **Newcastle** : un premier cas détecté.

Un premier cas de la maladie Newcastle a été détectée dans une petite ferme avicole à Valdemarpils (municipalité de Talsi). La maladie, déjà présente chez les oiseaux sauvages en Lettonie, est hautement contagieuse pour la volaille. Tous les oiseaux de la ferme ont été éliminés et des zones de protection et de surveillance de 3 à 10 km ont été instaurées.

Pologne :

- **Grippe aviaire (IAHP) : un nouvel épisode de la maladie : 24 foyers détectés**

Au 28 novembre, les services vétérinaires confirment 24 foyers, le dernier détecté le 28 novembre dans la région de Lubusz dans une ferme commerciale de 26 807 dindes.

- **Maladie de Newcastle : 67 foyers en 2025**

Au 28 novembre, 67 foyers ont été identifiés dans le pays. Le dernier a été détecté dans une basse-cour de 115 poules dans la région de Varmie Mazurie.

- **Peste porcine africaine : 18 foyers confirmés en élevage, 3084 cas en faune sauvage en 2025**

Les services vétérinaires confirment 18 foyers en élevage : le dernier identifié chez un porc, dans une petite ferme dans la région de Poméranie Occidentale. Au 26 novembre, 3015 cas ont été identifiés en faune sauvage.

- **Fièvre catarrhale ovine : 26 foyers en 2025**

Le dernier cas est confirmé dans un élevage bovin de 79 bovins viande, le 17 novembre, dans la région de Basse Silésie.

- **Rage : 18 cas recensés en 2025**

Depuis le début de l'année, 18 cas de rage ont été détectés dans l'est du pays. Le dernier cas a été recensé le 20 octobre chez un renard mort dans la région des Basses Carpates.

République Tchèque :

- **Grippe aviaire (IAHP) : 9 foyers détectés**

Un total de 9 foyers d'influenza aviaire a été confirmé dans des élevages commerciaux et 20 foyers dans de petits élevages non commerciaux. L'infection a également été confirmée chez des oiseaux sauvages morts dans huit endroits du pays.

Dans ce contexte, le ministre de l'Agriculture a alloué au total 75 M CZK (3 M€) pour indemniser les élevages touchés. Ce montant pourrait encore être rehaussé si nécessaire. Par ailleurs, les prix des œufs ont par conséquent augmenté de 9,3 % entre octobre et novembre et de 18 % entre septembre et début novembre (contre 5,9 % dans l'UE).

➤ **Brucellose**

L'Administration vétérinaire a détecté un premier cas de brucellose dans la faune sauvage tchèque (lapins) en Moravie. La maladie étant transmissible aux élevages et à l'homme, des zones de protection ont été délimitées par les vétérinaires dans les districts de Kroměříž et de Zlín.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ronan VENETZ, Chef du Service économique régional de Varsovie
Rédaction : François VIEL, Bozena BOCHENEK

Avec la participation des SE de la zone.

Abonnez-vous : bozena.bochenek@dgtresor.gouv.fr